

Ne changez pas le climat, changez le système !

Discours d'Hugo Chavez, président du Venezuela, au Sommet de Copenhague. (22 décembre 2009)

Monsieur le Président, messieurs, mesdames, excellences et amis, je vous promets de ne pas parler plus que celui qui a le plus parlé cet après-midi.

Permettez-moi un commentaire initial, que j'aurais voulu faire comme partie intégrante des avant-propos formulés par les délégations du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de la Bolivie. Nous étions là-bas et nous voulions prendre la parole mais cela n'a pas été possible. La représentante de Bolivie - et à ce propos, je salue le compagnon Président de la République de Bolivie, Évo Morales qui est là - a dit, entre autre, la chose suivante que j'ai noté : "le texte présenté n'est pas démocratique, il n'est pas inclusif".

Je venais à peine d'arriver et nous étions en train de nous asseoir lorsque nous avons entendu la Présidente de la session antérieure, la ministre, dire qu'il y avait là un document mais que personne ne le connaît. J'ai demandé à avoir ce document mais nous ne l'avons toujours pas, je crois que personne ne connaît le contenu de ce document... "Top secret" !

Tout à l'heure, à juste titre, la camarade bolivienne l'a dit : il n'est pas démocratique, il n'est pas inclusif. Maintenant, mesdames et messieurs, n'est-ce pas, précisément, la réalité de ce monde ? Serions-nous, par hasard, dans un monde démocratique ? Le système mondial serait-il, par hasard, inclusif ? Pouvons-nous espérer quoi que ce soit de démocratique, d'inclusif, du système mondial actuel ?

Ce que nous vivons sur cette planète, c'est une dictature impériale, et depuis ici nous continuons de la dénoncer : A bas la dictature impériale, et que vivent les peuples, la démocratie et l'égalité sur cette planète !

Et ce que nous voyons ici est le reflet de cela : l'exclusion ! Il y a un groupe de pays qui se croient supérieurs à nous, ceux du Sud, à nous ceux du Tiers Monde, à nous les sous-développés, ou comme le dit le grand ami Eduardo Galeano : nous, les pays à la remorque, comme tirés par un train tout au long de l'Histoire. Ainsi, ne nous étonnons pas de cela, ne nous en étonnons pas, il n'y a pas de démocratie dans le monde et nous sommes une fois encore devant une puissante preuve de la dictature impériale mondiale.

Ensuite, sont montés ici deux jeunes ; heureusement, les agents de l'ordre ont été corrects, il y a eu quelques bousculades, mais ils ont collaboré, n'est-ce pas ? Il y a beaucoup de gens dehors vous savez ? Bien sûr, ils ne rentreraient pas dans cette salle, ils sont très nombreux. J'ai lu dans la presse qu'il y avait quelques personnes arrêtées, quelques protestations intenses, là, dans les rues de Copenhague, et je veux saluer tous ces gens qui sont là, dehors, des jeunes pour la plupart. Bien sûr, ce sont des jeunes préoccupés beaucoup plus que nous, et je crois à juste titre, pour le futur du monde. Nous autres la majorité d'entre nous, ici présents avons le soleil derrière nous. Eux, ils ont le soleil devant eux et ils sont très préoccupés.

On pourrait dire, monsieur le Président, pour paraphraser le grand Karl Marx, qu'un fantôme parcourt les rues de Copenhague, et je crois que ce fantôme rôde en silence dans cette salle, il est là parmi nous, il se faufile entre les rangées, il sort en dessous, monte, et ce fantôme est un fantôme effrayant, presque personne ne veut le nommer : C'est le capitalisme !

Les peuples sont là, ils rugissent, on les entend là, dehors. En venant, je lisais quelques slogans peints dans les rues et j'ai noté, entre autres, deux puissants slogans. Le premier : "*Ne changez pas le climat, changez le système*". Et je le prends à notre compte : ne changeons pas le climat, changeons le système et, en conséquence de cela, nous commencerons à sauver la planète. Le capitalisme, le modèle de développement destructif, est en train d'en finir avec la vie. Il menace d'en finir définitivement avec l'espèce humaine.

Et l'autre devise amène à réfléchir, elle est très dans le ton de la crise bancaire qui a traversé le monde et continue de le frapper, et la manière dont les pays riches du Nord sont venus au secours des banquiers et des grandes banques. Dans les rues, ils disent la chose suivante : "*Si le climat était une banque, ils l'auraient déjà sauvé*". Et je pense que c'est vrai. Si le climat était une des plus grandes banques capitalistes, les gouvernements riches l'auraient déjà sauvé.

Je crois qu'Obama n'est pas encore arrivé ; il a reçu le prix Nobel de la paix presque le même jour où il envoyait 30.000 soldats de plus pour tuer des innocents en Afghanistan, et il vient maintenant se présenter ici avec le prix Nobel de la paix, le Président des Etats-Unis. Mais les Etats-Unis ont la petite machine à faire des billets, à faire des dollars, et ils ont sauvé ou du moins ils croient avoir sauvé les banques et le système capitaliste.

Bien, ce sont des commentaires à la marge, que je voulais faire alors que nous levions la main pour accompagner le Brésil, l'Inde, la Bolivie, la Chine dans leur position intéressante que le Venezuela partage, ainsi que les pays de l'Alliance Bolivarienne, avec fermeté. Mais bon, on ne nous a pas donné la parole...

J'ai eu le plaisir de rencontrer et de connaître l'écrivain français : Hervé Kempf, je recommande son livre : "*Comment les riches détruisent la planète*". C'est pour cela que le Christ, notre Seigneur, a dit : "*Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume des Cieux*".

Les riches sont en train de détruire la planète. Ils pensent peut-être se rendre sur une autre lorsqu'ils auront détruit celle-ci. Ils ont peut-être des plans pour partir sur une autre planète, jusqu'à maintenant, on n'en voit aucune dans les horizons de la galaxie.

Ce livre de Kempf, donc, vient à peine de m'arriver, et à la fin du prologue, il y a cette phrase très importante : "*Nous ne pourrions pas réduire la consommation matérielle au niveau global si nous ne faisons pas en sorte que les puissants baissent le leur de plusieurs échelons, et si nous ne combattons pas l'inégalité. Il est nécessaire qu'au principe écologiste, si utile à l'heure de la prise de conscience, penser globalement et agir localement, nous lui ajoutions le principe qu'impose la situation : moins consommer et mieux répartir*".

Je pense que c'est un bon conseil que nous donne cet écrivain français Hervé Kempf. Maintenant, monsieur le Président, le changement climatique est sans aucun doute le problème environnemental le plus dévastateur du siècle présent : inondations, sécheresses, très fortes tempêtes, ouragans, fonte des glaces, élévation du niveau de la mer, acidification des océans et canicules, tout cela accentue l'impact des crises globales qui nous frappent. L'activité humaine actuelle dépasse les seuils de soutenabilité, mettant en danger la vie sur la planète, mais aussi, devant cela, nous sommes profondément inégaux.

Je veux le rappeler : les 500 millions de personnes les plus riches, c'est-à-dire seulement 7% de la population mondiale, sont responsables de 50% des émissions polluantes. Alors que le 50% plus

pauvre est responsable de seulement 7% des émissions polluantes. C'est pour cela que moi, ça m'interpelle, c'est un peu étrange d'appeler ici les Etats-Unis et la Chine à atteindre le même niveau.

Les Etats-Unis ont à peine 300 millions d'habitants tandis que la Chine a une population presque cinq fois supérieure à celle des Etats-Unis. Les Etats-Unis consomment plus de 20 millions de barils de pétrole par jour, la Chine atteint à peine les 5 à 6 millions de barils par jour. On ne peut donc pas demander la même chose aux Etats-Unis et à la Chine, hein ?

Il y a là des thèmes qu'il faut discuter, espérons que nous puissions, les chefs d'Etat et de gouvernement, nous asseoir pour discuter vraiment, vraiment, sur ces thèmes.

Ensuite, monsieur le Président, 60% des écosystèmes de la planète sont détériorés, 20% de la croûte terrestre est dégradée, nous avons été les témoins impassibles de la déforestation, la conversion des terres, la désertification, les altérations des systèmes d'eau douce, la surexploitation des ressources marines, la contamination et la perte de la diversité biologique. L'utilisation exacerbée de la terre dépasse de 30% sa capacité à se régénérer. La planète est en train de perdre ce que les spécialistes appellent "sa capacité à s'autoréguler". Chaque jour sont produits plus de déchets que ce qui peut être traité. La survie de notre espèce martèle la conscience de l'humanité.

Malgré l'urgence, deux ans de négociations se sont écoulés, pour conclure une seconde période de compromis avec le protocole de Kyoto, et nous assistons à ce rendez-vous sans un accord réel et significatif.

A ce propos, concernant le texte qui sort de nulle part (comme l'ont qualifié le représentant chinois), le Venezuela et les pays de l'ALBA, disons que nous n'acceptons, nous le disons dès maintenant, aucun autre texte qui ne provienne des groupes de travail du Protocole de Kyoto et de la Convention. Ce sont les textes légitimes qui ont été discutés avec tant d'intensité durant ces dernières années, et au cours de ces dernières heures, je pense que vous n'avez pas dormi, en plus de n'avoir pas déjeuné... Il ne me paraît pas logique qu'un document sorte de nulle part !

L'objectif scientifiquement établi de réduire les émissions de gaz polluants et parvenir à un accord de coopération sur le long terme, en toute clarté, semble, à l'heure qu'il est, avoir échoué, pour le moment. Quelle en est la cause ? Nous n'avons aucun doute là-dessus, la cause, c'est l'attitude irresponsable et le manque de volonté politique des nations les plus puissantes de la planète. Que personne ne s'offense. Je rappelle ce que disait le grand José Gervasio Artigas : "Avec la vérité, je n'offense ni ne crains personne". Mais en vérité, c'est une attitude irresponsable d'avancées, de reculs, d'exclusion, d'une gestion élitiste d'un problème qui nous concerne tous et que nous ne pourrions résoudre que tous ensemble. Le conservatisme politique et l'égoïsme des grands consommateurs des pays les plus riches dénotent d'une grande insensibilité et un manque de solidarité avec les plus pauvres, les affamés, les plus vulnérables aux maladies, aux désastres naturels.

Monsieur le Président, un nouvel et unique accord est indispensable, il devra s'appliquer à des partis absolument inégaux, de par l'ampleur de leur contribution et leur capacité économique, financière et technologique, et doit être basé sur le strict respect des principes contenus dans la Convention. Les pays développés devraient établir des engagements inaliénables, clairs et concrets pour une diminution substantielle de leurs niveaux d'émission et assumer une obligation d'assistance financière et technologique envers les pays les plus pauvres, pour faire face aux dangers destructeurs

du changement climatique. En ce sens, la singularité des Etats insulaires et des pays moins développés devrait être pleinement reconnue.

Monsieur le Président, le changement climatique n'est pas le seul problème qui affecte, aujourd'hui, l'humanité. D'autres fléaux et injustices nous piègent, l'écart qui sépare les pays riches des pays pauvres n'a cessé de grandir, malgré tous les objectifs du millénaire, le sommet de Monterrey sur le financement du développement, tous ces sommets comme le disait ici le Président du Sénégal qui dénonçait cette grande vérité : des promesses et des promesses non tenues, et le monde poursuit sa marche destructrice.

Le revenu total des 500 individus les plus riches du monde est supérieur au revenu des 416 millions des personnes les plus pauvres. Les deux milliards 800 millions de personnes vivant dans la pauvreté, avec moins de deux dollars par jour et qui représentent 40% de la population totale, obtiennent seulement 5% du revenu mondial. Aujourd'hui meurent chaque année quelques 9,2 millions d'enfants avant qu'ils n'atteignent l'âge de cinq ans et 99,9% de ces morts surviennent dans les pays les plus pauvres. La mortalité infantile est de 47 morts pour mille naissances, mais elle est de seulement cinq pour mille dans les pays riches. L'espérance de vie sur la planète est de 67 ans, dans les pays riches elle est de 79 ans, alors que dans certaines nations pauvres elle est de seulement 40 ans. S'ajoute à cela les un milliard cent millions d'habitants qui n'ont pas accès à l'eau potable, deux milliards 600 millions sans services sanitaires, plus de 800 millions d'analphabètes et un milliard 20 millions de personnes affamées, c'est ça la situation du monde.

Maintenant, quelle en est la cause ? Parlons de la cause, ne fuyons pas nos responsabilités, n'éludons pas la profondeur de ce problème, la cause, sans aucun doute, je le répète, de ce désastreux panorama, c'est le système métabolique destructeur du capital et le modèle qui l'incarne : le capitalisme.

J'ai là une citation que je voudrais vous lire brièvement, elle est de ce grand théologien de la libération, Leonardo Boff, brésilien, comme chacun sait, de notre Amérique. Leonardo Boff dit sur ce sujet : quelle est la cause ? Ah ! la cause, c'est "le rêve de chercher le bonheur à travers l'accumulation matérielle et le progrès sans fin, utilisant pour cela la science et la technique avec lesquelles il est possible d'exploiter de façon illimitée toutes les ressources de la Terre". Et il cite Charles Darwin et sa "sélection naturelle" : la survie des plus forts... mais nous savons que les plus forts survivent sur les cendres des plus faibles.

Jean-Jacques Rousseau, il faut toujours le rappeler, disait ceci : "Entre le fort et le faible, la liberté opprime". C'est pour ça que l'empire parle de liberté, c'est la liberté d'opprimer, d'envahir, d'assassiner, d'annihiler, d'exploiter, c'est celle-là, sa liberté, et Rousseau ajoute la phrase salvatrice : "Seule la loi libère".

Il y a certains pays qui jouent à ce qu'il n'y ait, ici, aucun document, parce que, précisément, ils ne veulent pas une loi, ils ne veulent pas une norme, car l'absence de cette norme leur permet de faire jouer leur liberté exploiteuse, leur liberté dominatrice.

Faisons un effort et faisons pression, ici et dans les rues, pour que d'ici sorte un compromis, sorte un document qui engage les pays les plus puissants de la Terre !

Leonardo Boff se pose la question, Président : "Une terre finie peut-elle supporter un projet infini ?". La thèse du capitalisme, c'est le "développement" infini et c'est un modèle destructif, acceptons-le. Ensuite, Boff nous demande : "Que pouvons-nous espérer de Copenhague ? Juste cette simple

confession : nous ne pouvons continuer sur cette voie, et une simple aspiration : allons-nous changer de cap ?" Faisons-le ! Mais sans cynisme, sans mensonges, sans double agenda, sans document sorti de nulle part, en regardant la vérité en face.

Jusqu'à quand ? Nous nous demandons depuis le Venezuela, monsieur le Président, mesdames, messieurs, jusqu'à quand allons-nous permettre de telles injustices et inégalités ? Jusqu'à quand allons-nous tolérer l'actuel ordre économique international et les mécanismes de marché à l'œuvre ? Jusqu'à quand allons-nous permettre que de grandes épidémies, comme le VIH Sida, anéantissent des populations entières ? Jusqu'à quand allons-nous permettre que les affamés ne puissent pas s'alimenter, ni alimenter leurs propres enfants ? Jusqu'à quand allons-nous permettre que des millions d'enfants continuent de mourir de maladies curables ? Jusqu'à quand allons-nous permettre les conflits armés qui massacrent des millions d'êtres humains innocents, avec comme objectif l'appropriation par les puissants des richesses des autres peuples ?

Cessez les agressions et les guerres ! Nous le demandons, nous, les peuples du monde, aux empires, à ceux qui prétendent continuer à dominer le monde en nous exploitant. Plus de bases militaires impériales, ni de coups d'états, construisons un ordre économique et social plus juste et équitable, éradiquons la pauvreté, réduisons immédiatement les hauts niveaux d'émission, freinons la détérioration de l'environnement et évitons la catastrophe du changement climatique. Intégrons-nous dans le noble objectif d'être tous plus libres et solidaires.

Monsieur le Président, il y a presque deux siècles, un vénézuélien universel, libérateur de nations et précurseur de consciences, a laissé à la postérité un apophtegme plein de volonté : "Si la nature du capitalisme s'oppose, nous lutterons contre elle et nous ferons en sorte qu'elle nous obéisse". C'était Simon Bolivar, le libérateur. Depuis le Venezuela Bolivarien, où un jour comme aujourd'hui mais cela fera dix ans exactement que nous avons vécu la plus grande tragédie climatique de notre histoire : la tragédie appelée "tragédie du Vargas", depuis ce Venezuela dont la révolution tente de conquérir la justice pour tout son peuple, seulement possible par le chemin du socialisme.

Le socialisme : l'autre fantôme dont parlait Karl Marx, celui-là rôde aussi par ici, mais c'est plutôt comme un contre-fantôme. Le socialisme, c'est ça le cap pour le salut de la planète, je n'ai pas le moindre doute, et le capitalisme, c'est le chemin de l'enfer, de la destruction du monde. Le socialisme, depuis le Venezuela qui affronte, pour cette raison, les menaces de l'empire nord-américain, depuis les pays qui forment l'ALBA, l'Alliance Bolivarienne, nous exhortons, je veux, avec tout mon respect, mais depuis mon âme, exhorter, au nom de beaucoup sur cette planète, nous exhortons les gouvernements et les peuples de la Terre, pour paraphraser Simon Bolivar, le libérateur : si la nature destructrice du capitalisme s'oppose, et bien, luttons contre elle et faisons en sorte qu'elle nous obéisse, n'attendons pas les bras croisés la mort de l'humanité.

L'Histoire nous appelle à l'union et à la lutte. Si le capitalisme résiste, nous sommes dans l'obligation de livrer bataille contre le capitalisme et ouvrir les chemins du salut de l'espèce humaine,. C'est à nous qu'il incombe de lever les drapeaux du Christ, de Mahomet,, de l'égalité, de l'Amour, de la justice, de l'humanisme, du véritable et plus profond humanisme.

Si nous ne le faisons pas, la plus merveilleuse création de l'univers, l'être humain, disparaîtra. Cette planète a plusieurs milliards d'années, et elle a vécu des milliards d'années sans nous, l'espèce humaine ; c'est-à-dire que nous ne lui manquerons pas pour qu'elle continue d'exister. Maintenant, nous, sans la Terre, nous ne pouvons vivre, et nous sommes en train de mettre

en pièces la Pachamama, comme le dit Evo, comme le disent nos frères aborigènes d'Amérique du Sud.

Finalement, monsieur le Président, pour terminer, écoutons Fidel Castro lorsqu'il disait : "Une espèce est en voie d'extinction : l'Homme". Écoutons Rosa Luxembourg lorsqu'elle disait : "Socialisme ou barbarie ?" Écoutons le Christ, le rédempteur, lorsqu'il disait : "Bienheureux sont les pauvres, car le Royaume des Cieux leur appartient".

Monsieur le Président, mesdames et messieurs, soyons capables de faire de cette Terre, non pas la tombe de l'humanité, mais faisons de cette Terre un Ciel, un ciel de vie, de paix et de fraternité pour toute l'humanité, pour l'espèce humaine.

Merci à vous toutes et à vous tous."